



REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION CLIMAT ET ECONOMIE VERTE
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'ELABORATION
DU PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

TERMES DE REFERENCE

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES
DES PARTIES PRENANTES EN CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE
FINANCEMENT DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Résumé de la consultance :

Dans le cadre de la préparation de son Processus National d'Adaptation aux Changements Climatiques, le Ministère de l'Environnement (ME) recherche un (1) consultant national pour élaborer des trousseaux de formation et former du personnel technique du ME et autres ministères compétents pour renforcer la capacité des parties prenantes en charge de la mise en œuvre de la stratégie de financement de l'adaptation au changement climatique.

1. Contexte

Sur le plan environnemental, la Mauritanie, à l'instar des pays du Sahel, les manifestations du changement climatique sont notamment portées par une succession de graves sécheresses depuis le début des années 70, une augmentation générale de la température, une forte pression humaine exercée sur les ressources naturelles et partant une dégradation généralisée des écosystèmes.

Selon le rapport de la quatrième communication nationale sur le changement climatique (CCPNCC/MEDD, juillet 2019), les changements climatiques sont caractérisés par (i) des inondations, (ii) des tempêtes, (iii) des sécheresses-canicules, (iv) la réduction du volume des eaux de surface et la baisse du niveau piézométrique des eaux souterraines, (v) le raccourcissement de la durée moyenne des périodes de croissance végétative et l'exposition accrue des plantes au stress hydrique, (vi) la faible croissance de la biomasse végétale, (vii) la réduction des potentialités productives des écosystèmes, (viii) la diminution des terres arables due à leur dégradation, et (ix) l'érosion côtière.

Ainsi, tous les secteurs de la vie économique sont affectés par le changement climatique à l'origine d'importants impacts négatifs. Toutefois, ces impacts restent encore faiblement documentés pour évaluer les coûts socio-économiques et écologiques qui en résulteraient.

En effet, les impacts des changements climatiques sont appréciés selon des jugements d'experts basés, soit sur l'observation in situ, soit sur l'exploitation des données générales fournies par le Groupe International des Experts du Climat (GIEC).

En réponse à la situation décrite précédemment, la Mauritanie met en œuvre plusieurs programmes et politiques d'adaptation, qui malheureusement sont pour le court terme. De plus, l'intégration passystématique du changement climatique dans les politiques sectorielles constitue un défi majeur à relever. Par ailleurs, la capacité du Gouvernement à institutionnaliser l'adaptation au changement climatique reste difficile, malgré l'existence d'un cadre politique et institutionnel visant à traiter les questions d'environnement, de développement durable et de changement climatique.

Les principales raisons en sont les suivantes : i) un accès limité aux connaissances pouvant servir à éclairer les processus de planification résilients au climat ; ii) une capacité technique limitée pour mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans favorisant l'adaptation au changement climatique ;

iii) la capacité de coordination intersectorielle limitée et le manque d'une stratégie de financement de l'adaptation au changement climatique.

C'est dans ce cadre que le pays avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (ONU Environnement) a obtenu un financement du programme de préparation et de soutien du Fonds Vert Climat (FVC) pour une durée de 36 mois, afin d'appuyer les stratégies nationales d'adaptation aux changements climatiques pour améliorer la résilience des communautés vulnérables.

Ce projet intitulé, <<Renforcement des capacités pour faire avancer le processus du plan national d'adaptation au changement climatique (GCF-NAP READINESS)>> vise deux objectifs principaux, à savoir :

- (i) Réduire la vulnérabilité aux incidences du changement climatique en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience et ;
- (ii) Intégrer l'adaptation de manière cohérente dans les politiques, programmes et les travaux pertinents, en cours et nouveaux, en particulier les processus et les stratégies de planification du développement, dans tous les secteurs concernés et à différents niveaux, selon qu'il convient.

Pour atteindre ces objectifs, le Ministère de l'Environnement recherche un (1) expert national pour renforcer la capacité des parties prenantes en charge de la mise en œuvre de la stratégie de financement de l'adaptation au changement climatique.

2. Objectifs de la consultation

L'objectif global de la mission consiste d'appuyer l'Unité de Gestion du Projet dans le processus de formulation du plan national d'adaptation au changement climatique.

L'objectif spécifique des prestations requises, consiste à renforcer les capacités des acteurs nationaux pour la mise en œuvre de la stratégie de financement de l'adaptation au changement climatique.

3. Missions du consultant

L'expert en rapport direct avec l'Unité de Gestion du Projet, devra réaliser les activités couvertes par les présents termes de référence pour une durée de 90 jours ouvrés selon les règles de l'art, normes et standards professionnels les plus élevés et dans le respect des délais.

Pour ce faire, l'expert devra :

- (i) Prendre connaissance et exploiter les documents nationaux en rapport avec la mission à réaliser et se faire guider notamment par le rapport portant directives techniques pour le processus des plans nationaux d'adaptation établi par le groupe des experts PMA.
- (ii) Rencontrer les départements ministériels concernés, les partenaires techniques et financiers, les autorités locales, la société civile active dans le domaine du changement climatique et le secteur privé (patronat mauritanien) ainsi que toutes personnes ressources pour approfondir les données tirées de l'exploitation de la documentation et la connaissance du contexte de leur mission.

NB : Les tâches à entreprendre par l'expert sont complémentaires avec les autres activités prévues pour la formulation du Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques. De ce fait, la consultance va s'étaler sur la durée du projet.

Les missions sus mentionnées sont déclinées ci-après :

Produit	Tâches	Livrables
3.2. La stratégie de financement pour l'adaptation en Mauritanie	3.2.3. Elaborer des trousseaux de formation et former le personnel technique du ME et autres	<i>Ateliers et kits de</i>

<i>mobilise les ressources de financement en sus des mécanismes de financement existants</i>	ministères compétents pour renforcer la capacité des parties prenantes en charge de la mise en œuvre de la stratégie de financement de l'adaptation au changement climatique.	<i>formation</i>
---	---	------------------

NB : Le consultant travaillera avec un expert international qui sera mobilisé par l'ONU Environnement. Aussi, il devra œuvrer en étroite collaboration avec le consultant en charge de l'élaboration de la stratégie de financement pour l'adaptation au changement climatique.

3. Rapports

En plus de tâches susmentionnées, le consultant doit préparer et soumettre, dans les 10 jours qui suivront la signature du contrat, à l'équipe de coordination du projet, un rapport de démarrage comprenant : i) la méthodologie et ii) le plan de travail détaillé pour chaque livrable, suite à un ordre de services.

Tous les rapports seront validés à deux (2) niveaux : i) par les groupes de travail techniques du processus NAP et ii) par l'ensemble des parties prenantes élargies.

Les livrables finaux seront les rapports qui prennent en compte les observations/suggestions formulées pour leur finalisation au terme d'un atelier de validation. L'organisation des ateliers sera de la responsabilité de l'unité de coordination du projet.

Tous les rapports seront rédigés en français et soumis à la coordination du projet en 5 copies papier et une version électronique Word.

4. Profil et qualification de l'expert

- Un diplôme d'études supérieures (Bac+5 au minimum) en sciences économiques, finances, ou équivalent ;
- Au moins, 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des finances publiques ;
- Une expérience dans l'organisation et animations d'ateliers et de communication des concepts et des principes scientifiques de manière convaincante ;
- Une expérience de travail avec un large éventail d'intervenants, y compris les fonctionnaires du gouvernement, les partenaires au développement, les autorités locales, etc.
- Une bonne capacité d'organisation, d'analyse et de synthèse ;
- Une bonne maîtrise de l'outil informatique et des logiciels Microsoft Word, Microsoft Power Point et Microsoft Excel.

5. Soumission et évaluation des offres

6.1. Contenu des offres

6.1.1. Offre technique

Les candidates doivent soumettre une proposition technique accompagnée d'une proposition financière ainsi qu'un calendrier de travail complet pour la réalisation des travaux. La proposition technique doit être présentée de manière concise et structurée dans l'ordre suivant de façon à inclure, de manière limitative, les informations suivantes :

- Le Diplôme et le CV détaillé du candidat en faisant clairement ressortir les mandats réalisés en lien avec la consultation ainsi que les copies des attestations issues des prestations similaires.
- La compréhension des besoins et des services attendus à travers l'interprétation des termes de référence.
- Le planning de travail et la méthodologie de travail proposée.

Pour les soumissions techniques, les consultants sont tenus de présenter leurs offres en utilisant le format ci-dessous :

Produits	Tâches	Livrables
Compréhension des TdRs :Max 1 page.		
Méthodologie et approches détaillées : Maxi 3 pages		
Plan de travail détaillé :Maximum 1 page		

.... Etc.

6.1.2. Offre financière

L'offre financière doit être présentée selon le modèle suivant :

N°	Composante du prix	Durée (J)	P.U (MRU)	Montant (MRU)
1	Honoraires			
2	Déplacement en dehors de Nouakchott (si applicable)			
2.1	Carburant			
2.2	DSA			
3	Autres frais (préciser)			
Total				

NB : Les offres financières à soumettre comprendront les honoraires du prestataire et les frais généraux liés aux activités.

6.2. Forme de l'offre

Les candidats doivent soumettre leurs offres dans une seule enveloppe avec la mention du titre du poste. Dans cette enveloppe, le candidat devra inclure :

- Une offre technique et une offre financière sous pli fermé dans deux enveloppes séparées portant au recto "le titre du poste" comme sur première enveloppe et au verso les mentions « offre technique » et « offre financière ».
- Les enveloppes ne doivent aucunement porter un logo ou un signe distinctif.
- Le dossier de candidature doit être déposée au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, Rue 21-185 N°838 Ksar à l'Unité de Gestion du Projet PNA-CC au plus tard le 23 Février 2024.

NB : Les dossiers de candidature ne seront pas restitués.

6.3. Evaluation des offres

6.3.1. Evaluation technique

Les propositions techniques de l'équipe de consultants seront évaluées selon les critères et la pondération suivants :

Critères d'évaluation	Pondération
Références académiques (Diplômes)	20
Expérience Générale	20
Expérience spécifique dans le domaine des prestations requises et compréhension des TdRs	30
Méthodologie pour mener à bien la consultation	30
Total	100

Seules les offres financières des soumissionnaires dont la proposition technique a obtenu un minimum de 70 points sur 100 seront considérées.

6.3.2. Evaluation financière

Parmi les offres retenues, celle moins-disante aura la note de **100 points**.



Les autres offres seront notées en utilisant la formule suivante :

$$\text{Note financière d'une offre } x = \frac{\text{Montant de l'offre moins disante}}{\text{Montant de l'offre } x} \times 100$$

6.3.3. Evaluation finale

C'est une pondération de l'offre technique et financière selon la formule suivante :

$$\text{Note Globale} = \text{Note technique} \times 70\% + \text{Note financière} \times 30\%$$

NB : Les candidatures des femmes sont vivement encouragées.